



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

n°2018.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 053 du 19 avril 2018
mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral
n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/206 du 12 mars 2015
pour son établissement situé à CORBEIL-ESSONNES

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF-MCP-044 du 23 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°77-3481 du 13 juillet 1977 autorisant les ETABLISSEMENTS GIRON à exploiter aux 9 et 11 rue Decauville à Corbeil-Essonnes, un stockage et des activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires aux Etablissements GIRON pour l'exploitation de ses installations situées aux 9 et 11 rue Decauville à Corbeil-Essonnes,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2017-0019 délivré le 13 juin 2017 à la société REVIVAL pour l'exploitation des activités précédemment exploitées par les Etablissements GIRON aux 9 et 11 rue Decauville à Corbeil-Essonnes,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 janvier 2018, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 22 novembre 2017, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 25 janvier 2018 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 22 novembre 2017, l'inspecteur a constaté :

- l'absence d'un système de détection automatique d'incendie reliée à une alarme dans les parties fermées ou abritées de l'installation,
- le fonctionnement partiel du système de désenfumage des locaux couverts,
- l'absence de dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement et permettant de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport,
- l'absence d'analyse annuelle des eaux résiduelles à l'aval immédiat des 3 séparateurs d'hydrocarbures,
- le sol en béton n'est pas conçu pour permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement,
- le détecteur de radio-activité du site situé près du pont roulant est hors d'usage.

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6.2.1, 6.2.4, 4.10, 7.7, 9.3 et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires pour l'exploitation des installations situées aux 9 et 11 rue Decauville à Corbeil-Essonnes,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société REVIVAL, dont le siège social est situé ZI n° 4 - BP 8 – 59880 SAINT-SAULVE, exploitant une installation de collecte et tri de déchets de métaux non dangereux et de batteries usagées, sise 9-11 rue Decauville à CORBEIL-ESSONNES (91100), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/206 du 12 mars 2015 susvisé, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 6.2.1, en équipant les parties fermées ou abritées de l'installation de détecteurs et d'alarmes d'incendie,
- l'article 6.2.4, en faisant réparer le système de désenfumage des locaux,
- l'article 4.10, en mettant en place les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement permettant de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport,
- l'article 7.7, en réalisant l'analyse annuelle des eaux résiduelles à l'aval immédiat des 3 séparateurs d'hydrocarbures,
- l'article 9.3, en disposant d'une aire d'entreposage des batteries usagées conçue de façon à permettre la récupération des matières ou déchets répandus accidentellement (notamment l'électrolyte des batteries),
- l'article 9.1.1, en faisant réparer le détecteur de radioactivité du site.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

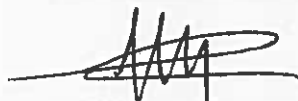
Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société REVIVAL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de CORBEIL-ESSONNES.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE

